

# Iran : une année critique

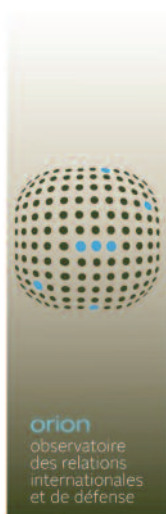
**Jules Thibault\***

*\* Chercheur, spécialiste  
du Moyen-Orient*

**E**n 2012, la crise nucléaire iranienne entre dans sa deuxième décennie et atteint à nouveau une phase critique. Les mesures américaines contre les banques iraniennes et l'embargo décidé par l'Union européenne sur le pétrole iranien renforcent considérablement la politique de sanctions. La menace de frappes israéliennes a été à nouveau évoquée avec insistance pour cette année. Pourtant l'Iran reste réticent aux injonctions internationales et peine à reprendre sérieusement les négociations. Il est plus que temps de trouver une solution pour éviter une nouvelle guerre au Moyen-Orient et l'accession de l'Iran au statut de puissance nucléaire.

## UN PROGRAMME NUCLÉAIRE QUI CONTINUE ET DES NÉGOCIATIONS DIFFICILES

Au cours des dernières années, le programme nucléaire iranien a continué de progresser mais la République islamique est encore loin de posséder une arme nucléaire fonctionnelle. Avec un taux d'enrichissement de 20 % et une quantité d'uranium enrichi qui atteint une masse critique, l'Iran s'est considérablement rapproché de l'arme atomique. Le passage à un uranium de qualité militaire est maintenant envisageable à brève échéance. Cette hypothèse est d'autant plus inquiétante que les installations d'enrichissement souterraines de Fordow mettent une partie du programme iranien hors d'atteinte de frappes aériennes. Mais la conception d'une arme opérationnelle nécessite des savoir-faire en matière de mise à feu et d'export de la charge sur un vecteur que les Iraniens ne maîtrisent pas encore. La finalisation d'un tel programme prendra encore plusieurs années. Pour un





## Iran : une année critique

pays sous surveillance internationale comme l'Iran, il sera très difficile de dissimuler les éventuelles prochaines étapes de son programme nucléaire sans qu'elles ne soient détectées suffisamment tôt pour réagir.

Alors que le programme nucléaire progressait, les négociations avec l'Iran sont restées au point mort. Après l'arrivée au pouvoir d'Obama, les Etats-Unis ont affirmé vouloir reprendre toute leur place dans le processus de négociations avec l'Iran. Mais les négociations de l'automne 2009 ont tourné court avec le refus iranien des propositions du P5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne). Après plus d'un an d'attente, des négociations reprirent pour se solder par un échec à Istanbul en janvier 2011. Entre temps, la tentative de médiation turco-brésilienne de mai 2010 qui prévoyait un enrichissement de l'uranium à 20 % hors de l'Iran a été rejeté par les pays occidentaux. Fidèles à la double approche qui repose à la fois sur le dialogue et sur la fermeté, les Six ont renforcé de manière significative le régime de sanctions avec la résolution 1929 du 9 juin 2010 auxquelles se sont ajoutées des mesures européennes et américaines visant à entraver le programme nucléaire iranien.

Dans ce contexte, le rapport de l'AIEA du 8 novembre 2011 était particulièrement attendu. Il fait état de « graves inquiétudes » et détaille des activités iraniennes « spécifiquement liées à l'arme nucléaire ». Il a débouché sur une résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA le 18 novembre, appelant l'Iran à entrer enfin dans un dialogue constructif avec l'Agence concernant la poursuite de ses activités sensibles. Téhéran a fait le choix de ne pas tenir compte de ce nouvel avertissement de la communauté internationale.

L'Iran est finalement revenu à la table des négociations lors d'une première rencontre avec le 5+1 qui s'est tenue le 14 avril à Istanbul. Les échanges n'ont toutefois débouché sur rien de tangible, à l'exception d'un accord à se revoir le 23 mai à Bagdad. Mais les différentes parties ont fait preuve de bonne volonté pour reprendre des négociations : les Occidentaux n'ont pas évoqué la question de la suspension de l'enrichissement ; les Iraniens n'ont pas demandé que soit reconnue la légitimité de leur programme nucléaire. Ces négociations doivent dorénavant rentrer dans le vif du sujet. L'attitude de l'Iran reste la grande inconnue même si quelques signes laissent présager que Téhéran est prêt à se montrer plus conciliant.



## Iran : une année critique

### DES SANCTIONS UNILATÉRALES SANS PRÉCÉDENT

Depuis la publication du rapport de l'AIEA de novembre 2011, l'Iran n'a aucunement rassuré la communauté internationale. Au contraire, Téhéran s'est encore plus isolé sur la scène internationale avec le sac de l'ambassade britannique à Téhéran, le projet rocambolesque d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington ou les menaces sur le détroit d'Ormuz. Cette situation a ouvert la voie à de sanctions des Etats-Unis et de l'Union européenne sans précédent. Elles marquent le passage de mesures ciblées sur des individus et des organisations en lien avec le programme nucléaire iranien à des sanctions qui affectent le pays et sa population, ce qui risque de réduire leur légitimité.

Le 2 décembre 2011, le Sénat américain a imposé dans un vote bipartisan à l'administration de nouvelles sanctions visant la Banque centrale iranienne ; celle-ci était quasiment la seule institution financière en mesure d'assurer les échanges internationaux du pays. Le 31 décembre, les sanctions ont été transformées en loi même si le département du Trésor ne devrait appliquer que progressivement ces mesures. L'Union européenne, notamment à l'initiative de la France, a décidé de mettre en place un embargo sur le pétrole iranien dont les pays européens devraient se passer à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012. Les importations européennes représentent 18 % des exportations iraniennes, principalement au profit de l'Italie, l'Espagne et la Grèce. Si l'Iran ne parvient pas à trouver de nouveaux acheteurs, il devrait voir ses exportations d'hydrocarbures (qui comptent pour 80 % de ses exportations totales) se réduire dans l'année à venir.

### CONTRAINdre L'IRAN À DES NÉgociATIONS

L'objectif assumé des initiatives américaines et européennes est de soumettre l'Iran à une telle pression qu'il soit contraint de stopper son programme d'enrichissement atomique et de reprendre les négociations. Il est vrai que les nouvelles sanctions bancaires compliquent considérablement les échanges de la République islamique d'Iran avec ses partenaires économiques. L'interdiction des achats européens de pétrole iranien pourrait aussi réduire la principale ressource économique du régime. Les effets des sanctions se font sentir sur une économie iranienne de plus en plus asphyxiée. Elles suscitent une forte inquiétude dans le pays qui retrouve une situation d'isolement économique rappelant les heures sombres de la guerre contre l'Irak. Mais des sanctions économiques, aussi fortes soient-elles, ne garantissent pas



## Iran : une année critique

qu'un Etat se conforme aux demandes de la communauté internationale, surtout que la République islamique a construit sa légitimité dans son opposition à l'ordre international. Si des émeutes contre les hausses des prix pourraient se produire, la possibilité qu'un mouvement d'opposition se coordonne autour de la problématique économique semble beaucoup plus improbable.

Par ses premières réactions aux nouvelles sanctions, la République islamique d'Iran a voulu prouver qu'elle n'obtempérerait pas facilement aux injonctions occidentales. Au cours des premiers mois de l'année 2012, les annonces de l'envoi en orbite du satellite Navid, de la production de plaques de combustibles nucléaires ou de la mise au point de nouvelles centrifugeuses sont apparues comme autant de signes de la volonté iranienne de poursuivre son programme nucléaire. La multiplication des annonces d'exercice militaire cherche à rappeler que les Iraniens se tiennent prêts à l'épreuve de force. Dans la même veine, l'Iran a voulu montrer qu'il gardait l'initiative diplomatique en déclarant l'arrêt des ventes de pétrole à la France et à la Grande Bretagne et en menaçant de stopper ses exportations vers d'autres pays européens. Les Iraniens ont ainsi joué la surenchère tout en sachant qu'ils n'ont pas intérêt à voir les tensions dégénérer en affrontement généralisé. La fermeture du détroit d'Ormuz constitue une ligne jaune dont le franchissement entrainerait une réaction américaine aux conséquences dramatiques pour l'Iran.

Sous la République islamique, les questions relatives à la politique étrangère sont débattues par plusieurs instances aux voix discordantes. A la complexité du processus décisionnel s'est ajoutée la détérioration des relations entre la présidence et le Guide après la réélection d'Ahmadinejad en 2009. Les dernières élections présidentielles ont aussi donné naissance à un vaste mouvement de contestation populaire qui a ébranlé le régime iranien. Une telle situation explique les violentes critiques contre les initiatives extérieures de Mahmoud Ahmadinejad, et plus généralement, les rivalités profondes sur les grandes orientations de politique étrangère de ces dernières années. Les élections législatives de mars 2012 initient probablement une reconfiguration du jeu politique et un apaisement des rivalités internes. A terme, la République islamique pourrait adopter une posture plus apaisée qui faciliterait la mise en place de réelles négociations sur le nucléaire. En effet, le premier test électoral depuis la présidentielle de 2009 s'est bien passé pour le régime : il peut se targuer d'un taux de participation de 64 % et d'une absence de contestations populaires. Ce scrutin parlementaire marque aussi la victoire d'une majorité conservatrice et la marginalisation des partisans d'Ahmadinejad<sup>1</sup>. Le

1. Le second tour aura lieu le 4 mai et 65 des 290 sièges sont encore à attribuer.



## Iran : une année critique

renouvellement inattendu de Hashemi Rafsanjani à la présidence du Conseil de discernement en mars 2012 est aussi un signe que des forces plus modérées et conciliatrices retrouvent le droit de citer à Téhéran. Mais la relégitimation du régime et son rééquilibrage politique doivent être confirmés lors de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en 2013. Plusieurs noms circulent à Téhéran pour succéder à Ahmadinejad. Les proches du Guide font partie des favoris, ce qui permettrait d'apaiser les rivalités à la tête de la République islamique. D'ici là, il est possible que des éléments du régime cherchent à saboter des velléités de négociations par des prises de position maximaliste.

### PRÉVENIR DES FRAPPES ISRAÉLIENNES

Les sanctions prises par l'Union européenne et les Etats-Unis ne visent pas seulement à contraindre l'Iran à négocier, mais aussi à prévenir une action militaire israélienne. Pour les Israéliens, des frappes aériennes constitueraient le meilleur moyen d'arrêter le programme iranien avant qu'il n'atteigne un seuil critique. Leur meilleure fenêtre de tir se situe entre la fin du printemps et le début de l'automne 2012, au moment où la campagne électorale américaine battra son plein, ce qui pourrait obliger l'administration américaine à apporter son concours à l'attaque israélienne.

Néanmoins des frappes contre l'Iran constituent une opération lourde et complexe, sans commune mesure avec les destructions des installations nucléaires irakiennes en 1981 et syriennes en 1997. L'objectif israélien de donner un coup d'arrêt au programme iranien nécessite de mener plusieurs bombardements massifs sur les principales installations iraniennes qui sont dispersées sur le territoire et militairement protégées. En outre, les installations iraniennes se trouvent à plus de 1500 km d'Israël. Les atteindre demande d'emprunter les espaces aériens de plusieurs pays et surtout des capacités importantes de ravitaillement en vol que les Israéliens ne possèdent pas. La réussite d'une telle mission est loin d'être certaine pour l'aviation israélienne et semble difficilement envisageable sans un soutien américain.

Même en cas de réussite, les répercussions régionales d'une telle opération seraient catastrophiques et pourraient mettre en grande difficulté l'Etat hébreu. Alors que la Syrie s'enfonce dans la guerre civile, des représailles iraniennes contre Israël, notamment au travers de ses alliés régionaux, risqueraient de déstabiliser encore plus durablement le Moyen-Orient. L'Égypte, qui n'a pas fondamentalement remis



## Iran : une année critique

en cause sa relation avec Israël depuis la chute de Moubarak, pourrait prendre ses distances avec Tel Aviv. Les liens tissés entre les pays du Golfe et Israël dans une commune opposition à l'Iran perdraient de leur intérêt pour les monarchies arabes. A l'isolement régional risquerait de s'ajouter une condamnation internationale qui pourrait à terme affecter la solidarité occidentale à la sécurité d'Israël. Enfin, la menace iranienne écartée pour un temps, la question de la Palestine risquerait de revenir sur l'agenda international.

La difficulté opérationnelle que représentent des frappes aériennes contre l'Iran et le risque de déstabilisation régionale expliquent qu'une opération militaire ne fasse pas consensus en Israël. Plusieurs anciens haut-responsables de l'appareil de sécurité israélien ont déjà fait part de leur scepticisme vis-à-vis d'une telle opération que contestent aussi les Etats-Unis. Dans les premiers mois de 2012, les principaux responsables américains des questions de sécurité se sont rendus en Israël pour signifier l'opposition américaine à une campagne de frappes préventives contre l'Iran. Dans son discours à l'AIPAC<sup>2</sup> du 4 mars 2012, le président Obama a aussi affirmé qu'il comptait garder la main sur la crise nucléaire iranienne : « Les leaders iraniens doivent comprendre que je n'ai pas une politique de d'endiguement. J'ai une politique pour empêcher l'Iran d'obtenir une arme nucléaire. [...] Je n'hésiterai pas à recourir à la force quand cela sera nécessaire pour défendre les Etats-Unis et leurs intérêts. »

### VERS UNE POLITIQUE D'ISOLEMENT DE L'IRAN ?

Pendant cette année électorale, l'administration américaine veut à tout prix empêcher que la crise iranienne ne dégénère en scénario catastrophe, tout en tenant à distance les candidats républicains prompts à critiquer la faiblesse d'Obama envers Téhéran. Malgré les mots du président, les Etats-Unis semblent à terme s'orienter vers une politique qui ressemble bien à une forme d'endiguement de la République islamique d'Iran. Une telle politique vise à prévenir la menace iranienne, tout en évitant de recourir à une intervention militaire. Elle constituerait une rupture avec l'approche antérieure en reconnaissant la possibilité que l'Iran accède à un niveau avancé de technologie nucléaire. L'objectif assumé serait d'isoler Téhéran et de réduire sa capacité de nuisance régionale pour rendre la menace iranienne inopérante.

---

2. American Israel Public Affairs Committee.



## Iran : une année critique

La politique américaine envers l'Iran se veut compréhensive en reposant autant sur une action diplomatique ambitieuse que sur une stratégie militaire robuste. Diplomatiquement, elle consiste à couper l'Iran de ses alliés régionaux et affaiblir la bienveillance de certaines grandes puissances envers Téhéran. Parallèlement, une politique active de sanctions, alliée à une promotion de la démocratie, doit affaiblir le régime iranien et favoriser le développement des forces d'opposition interne. Militairement, on s'oriente vers une stratégie de dissuasion alliant le déploiement d'importantes forces conventionnelles et nucléaires au Moyen-Orient et le renforcement de la coopération avec les alliés dans la région. Il est par exemple question d'une extension du parapluie nucléaire aux monarchies du Golfe comme l'avait déjà évoquée Hillary Clinton en 2009. Mais les Etats-Unis ont déjà planifié une riposte graduée dans le Golfe persique avec l'ambition de prévenir un conflit généralisé si les Iraniens y menaient des actions hostiles.

Le principal allié de l'administration actuelle est le département de la Défense : les militaires sont particulièrement peu enthousiastes à l'idée d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient alors que les nouvelles orientations stratégiques se tournent clairement vers l'Asie. En même temps, une telle politique est appréciée par ceux qui voient avec crainte une baisse sensible du budget de la Défense. Une politique ambitieuse dans le Golfe permettrait de justifier pour partie le maintien de dépenses militaires américaines à un niveau élevé. Elle justifierait aussi des ventes d'armes importantes aux alliés arabes. Le Département d'Etat est aussi favorable à une politique d'isolement qui lui permettrait de retrouver un peu la main sur le dossier iranien qui lui échappe depuis longtemps. Les diplomates américains ont ainsi ouvert au début décembre 2011 une ambassade virtuelle grâce à laquelle ils souhaitent favoriser les échanges avec la population iranienne.

### CONCLUSION

La crise nucléaire iranienne concatène la question de la prolifération à la sécurité du Moyen-Orient, reliant ainsi les grands enjeux stratégiques contemporains : prolifération nucléaire et balistique, défense anti-missile mais aussi sécurité d'Israël et des pays du Golfe, tensions interconfessionnelles dans le monde musulman, et approvisionnements pétroliers. L'année 2012 peut s'avérer critique, si la République islamique cherche la confrontation avec l'Occident ou si Israël prend le risque de frappes aériennes. L'un ou l'autre de ces scénarios auraient des conséquences



## Iran : une année critique

catastrophiques au Moyen-Orient sans pour autant offrir de solutions durables. A plus long terme, l'Iran restera une question stratégique majeure pour la France, d'autant plus importante que le mandat de Nicolas Sarkozy aura été marqué par une attitude dure de notre pays sur ce dossier. Avec l'embargo sur le pétrole, l'Europe est en train de tirer ses dernières cartouches. Elle se trouvera dans l'obligation de suivre la politique américaine et de se tenir prêt à répondre à la réaction iranienne – qu'elle soit positive ou négative.

Dans ces conditions, réfléchir dès maintenant à ce que pourrait être des négociations élargies avec l'Iran ne serait pas du temps perdu. La position française sur l'enrichissement iranien est aujourd'hui dépassée ; il convient d'élaborer une nouvelle base de négociations qui contraigne l'Iran à respecter des engagements consolidés sur son programme nucléaire et à autoriser des contrôles plus exhaustifs de l'AIEA. La difficulté pour les Européens réside dans l'équilibre entre une offre de négociation crédible et le maintien d'une ligne de fermeté encadrant concrètement le programme nucléaire iranien. Mais les négociations ne peuvent se cantonner à la seule question de la prolifération : la France et ses alliés européens ont des intérêts stratégiques et économiques à faire valoir au Moyen-Orient ; l'Iran est confronté à un dilemme de sécurité et doit préserver la situation sécuritaire en Irak et en Afghanistan. Des points de convergence sont possibles. C'est le chemin qu'il faut explorer pour enfin sortir d'une crise qui empoisonne les relations internationales depuis dix ans.